



DERRIÈRE LES BARBELÉS

Les réfugiés hmongs du camp de Huai Nam Khao dans le nord de la Thaïlande vivent toujours sous la menace d'une expulsion au Laos.



20 Mai 2009

Médecins Sans Frontières (MSF)

8, rue Saint Sabin

75011 Paris

www.msf.fr

Contact : Isabelle Ferry – Tél : +33 (0)1 40 21 27 50 - iferry@paris.msf.org

Photo : Thailand, 2007 © Greg Constantine

« Je ne retournerai jamais au Laos. Je préférerais mourir ici que de retourner dans ce pays où tant de membres de ma famille sont morts. » BV, âgée de 20 ans dans le camp de Huai Nam Khao.

Introduction

Au cours des quatre derniers mois, l'armée thaïlandaise a multiplié ses mesures restrictives et ses tactiques coercitives afin de faire pression sur les quelque 4 700 réfugiés hmongs laotiens qui affirment avoir fui les violences et les persécutions au Laos pour qu'ils renoncent à leurs demandes de protection et qu'ils acceptent de retourner volontairement au Laos. Ces réfugiés sont confinés depuis deux ans dans le camp de Huai Nam Khao, contrôlé par l'armée thaïlandaise. Parmi eux, beaucoup ont rapporté au personnel de MSF avoir fui des attaques violentes et des persécutions au Laos, avoir été témoin du meurtre de membres de leur famille mais aussi avoir été victimes de viols, de blessures par balle ou par éclat d'obus, avoir souffert de malnutrition et de maladies au Laos.

Les militaires ont mis en place des mesures de plus en plus coercitives ces derniers mois tels que l'emprisonnement arbitraire de réfugiés hmongs influents dans le camp, l'interruption temporaire des distributions de nourriture,... Mi-avril 2009, ils ont instauré l'obligation de passer par un poste de contrôle militaire avant d'entrer dans le centre médical de MSF, restreignant ainsi l'accès aux soins de nos patients. De nombreux réfugiés craignent en effet d'être arrêtés à ce poste de contrôle. Le nombre d'hommes vus en consultation médicale a d'ailleurs baissé de 50 %.

Les mesures coercitives prises par l'armée thaïlandaise ont accentué l'anxiété, la détresse psychologique et la peur qui régnait parmi la population du camp, déjà traumatisée. Six réfugiés ont tenté de se suicider l'année dernière. Par désespoir, d'autres ont entrepris des grèves de la faim, ont allumé des incendies ou se sont automutilés. Le refus des gouvernements thaïlandais et laotien d'accepter qu'une organisation tiers indépendante évalue les demandes de protection des réfugiés, ont réduit à néant le peu d'espace qui existait pour que MSF continue à offrir une assistance humanitaire indépendante aux réfugiés du camp de Huai Nam Khao. En conséquence, MSF a décidé de mettre un terme à ses activités d'assistance dans le camp de Huai Nam Khao le 20 mai 2009.

Malgré plus de deux années de communication diplomatique et publique de MSF, l'ONU, les Etats-Unis, la France et les autres puissances régionales n'ont pris aucune mesure concrète pour assurer la protection de ces réfugiés vulnérables et traumatisés, confinés dans le camp de Huai Nam Khao. Le droit international stipule qu'un rapatriement ne peut pas être forcé ni imposé à des individus craignant pour leur sécurité et que tout rapatrié doit pouvoir bénéficier de garanties quant à sa sécurité. En ce qui concerne les réfugiés hmongs laotiens, aucune de ces conditions n'a été remplie par aucun des gouvernements thaïlandais ou laotien.

En mars, le gouvernement thaïlandais a réaffirmé son intention de renvoyer tous les réfugiés hmongs au Laos avant la fin de l'année. Depuis décembre 2008, les rapatriements se sont accélérés pour arriver à environ 200 renvois par mois (et jusqu'à 500 au mois de mars), résultat d'une année d'intenses pressions sur les habitants du camp pour qu'ils acceptent de retourner « volontairement » au Laos. Le camp a compté jusqu'à 7 800 réfugiés. En juin dernier, lors d'une marche de protestation entamée par 5 000 réfugiés contre l'accord de rapatriement conclu entre les gouvernements thaïlandais et laotien, l'armée thaïlandaise a procédé à des arrestations massives. 800 réfugiés ont été rapatriés de force au Laos. Des

membres du personnel de MSF et des patients souffrant de troubles psychologiques faisaient partie des réfugiés reconduits de l'autre côté de la frontière. Des familles ont également été séparées.

MSF a commencé à apporter une aide humanitaire à ce groupe de réfugiés en juillet 2005. À travers ses consultations médicales et psychologiques, MSF a constaté une peur et une détresse psychologique importantes chez ces personnes. Ces sentiments sont exacerbés par la crainte d'un retour forcé au Laos. Les récits faisant état de violences subies au Laos, recueillis par nos équipes, corroborent les rapports des organisations de défense des droits de l'homme¹ et des journalistes indépendants² qui se sont rendus dans les régions isolées du Laos (provinces de Xien Khouang, de Borikamxai, de Xaisomboune et de Vientiane) d'où viennent bon nombre de ces réfugiés. Au moins 181 réfugiés dans le camp portent les cicatrices de blessures par balle ou éclat d'obus, qui sont les marques de violences subies, disent-ils, au Laos. MSF a admis 286 patients dans son programme de santé mentale. 90 % d'entre eux disent avoir été témoin de la mort de membres de leur famille ou d'amis, avoir été victimes de tortures et privés de nourriture dans la jungle montagneuse laotienne.

Fortement préoccupée par leur sécurité, MSF demande une ultime fois aux gouvernements thaïlandais et laotien de suspendre immédiatement le rapatriement forcé de ces réfugiés hmongs au Laos sans contrôle effectué par un organisme indépendant et sans garantie pour leur sécurité.

En décembre 2007 et janvier 2008, le gouvernement thaïlandais a procédé à un examen des demandes sans la participation d'une quelconque organisation tiers et les résultats n'ont pas été communiqués au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). L'objectif de cette opération était de séparer les réfugiés fuyant les persécutions au Laos des migrants économiques. En dépit de ses demandes répétées au cours de ces trois dernières années, l'UNHCR n'a jamais été autorisé à accéder au camp ni à contrôler le processus d'évaluation des demandes des réfugiés.³ Le processus de rapatriement adopté par la Thaïlande et le Laos menace sérieusement le droit légal et fondamental du *non-refoulement*—selon lequel les individus fuyant des persécutions ne doivent pas être renvoyés dans les pays où leur vie ou liberté seraient en danger.⁴

Au Laos, le gouvernement a continuellement empêché les organisations non gouvernementales et les organisations internationales de surveiller et d'évaluer la sécurité des rapatriés hmongs laotiens. Depuis décembre 2005, plus de 1 500 Hmongs ont été renvoyés de force au Laos. Certains d'entre eux ont été maintenus en détention arbitraire et des scènes de torture crédibles ont été rapportées.⁵

¹ *Hiding in the Jungle: Hmong under Threat*, 23 mars 2007, Amnesty International, [disponible à l'adresse suivante : <http://web.amnesty.org/library/Index/ENGASA260032007?open&of=ENG-LAO>]

² "The Human Rights Situation in Laos with Particular Emphasis on the Situation of the Hmong People," Ruhi Hamid, sous-commission "Droits de l'Homme" du Parlement européen, septembre 2005, [disponible à l'adresse suivante :

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/fd/hmong_ruhi_hamid_020905/hmong_ruhi_hamid_020905_en.pdf];

"Old US Allies, Still Hiding Deep in Laos", Thomas Fuller, *New York Times*, 17 décembre 2007 [disponible à l'adresse suivante : www.nytimes.com/2007/12/17/world/asia/17laos.html?_r=1&oref=slogin];

"Laos' 'Lost Tribe' in Plea for Help", Tony Birtley, Al Jazeera, 12 mars 2008 [disponible à l'adresse suivante : <http://english.aljazeera.net/news/asia-pacific/2008/03/2008525173612374361.html>]

³ "Thais Urged to Stop Hmong Refugee Deportation Plan", Nopporn Wong-Anan, Reuters, 31 octobre 2007

⁴ "Thailand: Stop Forced Returns to Laos: Forced Repatriations of Hmong to Laos Should End" Human Rights Watch, 5 mars 2008, disponible à l'adresse suivante : <http://hrw.org/english/docs/2008/03/05/thaila18211.htm>

⁵ "Thailand: The New Thai Government Must Stand Up for Human Rights of Refugees", Amnesty International, 18 avril 2008, disponible à l'adresse suivante : <http://www.amnestyusa.org/document.php?id=ENGASA390042008>

En raison d'une crainte fondée de la part des réfugiés hmongs du camp de Huai Nam Khao à retourner au Laos, MSF appelle de toute urgence les gouvernements thaïlandais et laotien :

- **à suspendre les procédures de rapatriement forcé des réfugiés hmongs de Huai Nam Khao jusqu'à ce qu'une organisation tiers indépendante puisse contrôler la légitimité des demandes des réfugiés ;**
- **à permettre à une organisation tiers indépendante d'évaluer les zones de retour et l'assistance offerte, de surveiller tous les rapatriements, de vérifier le caractère volontaire des retours et la sécurité des rapatriés à plus long terme.**

Par ailleurs, MSF demande également aux États membres de l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du Sud-Est), aux acteurs clés de la région et aux gouvernements français et américain de s'assurer que la Thaïlande et le Laos trouvent une solution conforme au droit international en matière de protection des personnes fuyant des persécutions.

Contexte

Les Hmongs du camp de réfugiés situé à proximité du village de Huai Nam Khao, dans le nord de la Thaïlande, sont originaires du Laos. Selon le gouvernement laotien, plus de 450 000 Hmongs vivaient au Laos, représentant ainsi 8 % de la population totale et le troisième groupe ethnique du pays après les Laos et les Khmou. Des Hmongs vivent aussi au Cambodge, dans le sud de la Chine, en Thaïlande et au Vietnam.

Pendant la guerre d'Indochine (années 1950), des hmongs ont combattu auprès de l'armée française. Puis durant la Guerre du Vietnam (années 1960-70), certains Hmongs ont été recrutés par la CIA pour soutenir l'armée américaine dans sa guerre contre les groupes révolutionnaires communistes au Vietnam et au Laos. Dans la décennie qui a suivi le départ des Américains, 300 000 personnes⁶ environ, dont de nombreux Hmongs, ont fui le Laos pour la Thaïlande pour demander le statut de réfugiés. La plupart d'entre elles se sont réinstallées dans des pays tiers, en particulier aux États-Unis, qui ont accueilli quelque 250 000 Laotiens, dont plus de la moitié d'origine hmong, entre 1975 et 1996⁷. 3 000 vivent aujourd'hui en Guyane française.

Du fait de l'implication de certains Hmongs aux côtés de l'armée entraînée par la CIA, le gouvernement communiste laotien au pouvoir depuis 1975 considère cette population comme suspecte. À cette date, des milliers de soldats hmongs sont partis se cacher avec leur famille dans des régions forestières reculées après qu'ils eurent été chassés de l'armée régulière. Selon les personnes du camp de Huai Nam Khao et les organisations des droits de l'homme, quelques milliers de Hmongs, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, vivent

⁶ *The State of the World's Refugees*, Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2000, p. 98 ; <http://www.unhcr.org/publ/PUBL/3ebf9bad0.pdf>

⁷ Ministère américain des Affaires étrangères, Fiche de présentation du Laos, avril 2009 ; <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2770.htm>

encore dans la jungle, où ils continuent de faire l'objet d'attaques et de persécutions de la part des militaires laotiens. Les Hmongs continuent donc à fuir le Laos depuis la fin de la guerre.

Les réfugiés hmongs dans le camp de Huai Nam Khai en Thaïlande

Chronologie des événements

Fin 2004, 4 000 à 5 000 Hmongs fuient le Laos en traversant le Mékong pour trouver refuge dans la province thaïlandaise de Petchabun. Bon nombre d'entre eux ont d'abord survécu dans la forêt à proximité du village de Huai Nam Khao où ils étaient ravitaillés par la population locale. Certains ont travaillé dans des fermes, d'autres ont vendu ou troqué leurs rares biens pour se procurer de la nourriture.

En juin 2005, les autorités thaïlandaises contraignent les réfugiés hmongs à quitter les forêts entourant Huai Nam Khao et font pression sur les habitants pour qu'ils cessent de les aider.

En juillet 2005, MSF prend connaissance de cette situation à travers plusieurs articles du *Bangkok Post*. L'équipe médicale et logistique envoyée sur place pour évaluer la situation a rapporté la présence de 5 000 à 6 000 réfugiés installés de part et d'autre de la route principale, sur une bande de terre de moins de 10 mètres de large, avec des abris de fortune et un accès réduit à la nourriture, à l'eau potable et aux soins de santé. L'équipe de MSF met immédiatement en place un dispensaire et prend en charge l'eau, l'assainissement et la distribution de matériel de première nécessité.

En décembre 2005, 27 adolescents sont arrêtés en dehors du camp et expulsés vers le Laos. Ce renvoi a provoqué un incident diplomatique entre la Thaïlande, le Laos et la communauté internationale. MSF demande plus d'espace pour les Hmongs et de meilleures conditions sanitaires.

En mars 2006, la situation se durcit avec la mise en place d'un premier poste de contrôle militaire et la volonté du gouvernement thaïlandais de renvoyer tous les réfugiés au Laos. Tout nouvel arrivant est systématiquement arrêté. En mai 2006, MSF construit un centre de consultations externes et un magasin.

En juin 2006, les réfugiés commencent à manquer de nourriture, les cas de malnutrition dans le camp sont plus nombreux. MSF cherche des partenaires et/ou des financements pour l'aide alimentaire. Sous la pression de MSF, les Nations Unies évaluent la situation dans le camp mais l'UNHCR n'a toujours pas accès aux réfugiés.

Entre juin et décembre 2006, 2 000 nouveaux réfugiés arrivent dans le camp. En novembre, 147 réfugiés sont enfermés dans la prison de Nong Khai. Les Thaïlandais décident de transférer la population du camp vers un nouveau site.

En janvier 2007, Médecins Sans Frontières tente une mission exploratoire au Laos pour essayer d'atteindre la zone que de nombreux réfugiés déclarent avoir fui en raison de persécutions et de violences. La mission échoue, MSF est stoppée par l'armée. La mise en place du nouveau camp se prépare et les arrestations reprennent.

En mai 2007, huit des adolescents arrêtés en novembre 2006 et renvoyés au Laos reviennent dans le camp et témoignent auprès des équipes MSF de violences qu'ils ont subies au Laos. Les gouvernements thaïlandais et laotien signent un accord bipartite de rapatriement de tous les réfugiés.

Mi-2007, de nouveaux arrivants grossissent les effectifs du camp improvisé de Huai Nam Khao, portant à environ 7 800 le nombre total de personnes présentes.

En juin 2007, les réfugiés ont été transférés vers un nouveau site, à environ trois kilomètres du centre du village. Implanté à flanc de colline, le nouveau camp, d'environ 20 hectares, est entouré de fil de fer barbelé et son unique accès est contrôlé par l'armée thaïlandaise. Même si les conditions d'installation sont meilleures qu'auparavant, les réfugiés y vivent confinés et les enfants n'ont pas accès à l'éducation. Selon les chiffres de MSF pour avril 2008, le camp compte 1 451 familles, soit un total d'environ 7 850 personnes.

En septembre 2007, les gouvernements thaïlandais et laotien s'accordent pour rapatrier les Hmongs au Laos. Face aux craintes exprimées par la population du camp quant à leur sécurité au Laos et l'absence de transparence, Médecins Sans Frontières fera un rapport public⁸ et un communiqué de presse en octobre.

De décembre 2007 à janvier 2008, le gouvernement thaïlandais procède à un examen des demandes sans la participation d'un quelconque tiers et les résultats n'ont pas été communiqués au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). L'objectif de cette opération était de séparer les réfugiés fuyant les persécutions au Laos des émigrés économiques. En dépit de ses demandes répétées, l'UNHCR n'a pas été autorisé à accéder au camp ni à surveiller l'examen des demandes à aucun moment au cours de ces trois dernières années.⁹

En février 2008, MSF a été témoin d'une opération de rapatriement forcé d'un groupe de 11 réfugiés qui auraient figuré sur une liste volontaires pour un retour au Laos. MSF a interrogé quatre familles répertoriées comme volontaires. Aucune d'entre elles n'a exprimé le désir de repartir au Laos. Elles craignent en effet pour leur sécurité si elles repartent. Un jeune homme de 27 ans inscrit sur cette liste a confié à MSF : « je n'ai jamais dit que je voulais retourner au Laos, personne ne m'a dit pourquoi j'étais sur cette liste de volontaires. Je ne veux pas revenir au Laos, j'ai peur de ce qu'il va m'arriver si j'y retourne. » Un homme de 50 ans, chef d'une famille de 9 personnes, a déclaré : « Je ne sais pas pourquoi je figure sur cette liste mais je ne veux pas retourner au Laos. Si je retourne au Laos, ils vont me tuer. » MSF a immédiatement alerté les médias et les représentants de la communauté internationale à Bangkok.

En avril 2008, 67 autres réfugiés hmongs seraient de nouveau volontairement repartis au Laos. Cependant, leurs demandes de protection n'ont jamais été examinées par une organisation tierce.

En mai 2008, alors que les réfugiés protestaient contre l'arrestation d'un de leurs chefs de file, un incendie s'est soudainement déclaré et a brûlé 60 % des habitations et des infrastructures sanitaires (latrines, point d'eau). Durant les quatre semaines qui ont suivi cet incendie, plusieurs milliers de réfugiés ont refusé de retourner dans le camp et se sont installés

⁸ *La situation des réfugiés hmongs à Petchabun, Thaïlande – octobre 2007 – MSF*

⁹ "Thais Urged to Stop Hmong Refugee Deportation Plan", Nopporn Wong-Anan, Reuters, 31 octobre 2007

à l'extérieur bloquant intentionnellement la route d'accès au camp pour protester contre leur situation et pour surtout demander à être entendus par l'UNHCR. Des centaines de manifestants ont fait une grève de la faim et plusieurs dizaines d'autres ont du être traités en urgence par MSF. MSF sort un rapport public dénonçant de nouveau la situation¹⁰.

Le 20 juin 2008, environ 5 000 réfugiés manifestants décident de marcher vers Bangkok dans le but d'attirer encore plus l'attention de la communauté internationale sur leur sort. Les manifestants sont bloqués à quelques kilomètres du camp par les forces militaires et plus de 800 réfugiés sont rapatriés de force au Laos. À cette occasion, MSF publie un nouveau communiqué de presse pour dénoncer ce rapatriement forcé et réitère son appel à plus de transparence de la part des gouvernements thaïlandais et laotien.

De juin 2008 à décembre 2008, la situation semble plus calme. Néanmoins, les rapatriements vers le Laos continuent sur une base de volontariat, d'après les autorités thaïlandaises. Cependant la limite entre départ volontaire et départ forcé est de plus en plus difficile à définir car la majorité des réfugiés accepte de rentrer par résignation et sous la pression et les menaces des militaires thaïlandais.

La situation actuelle

Au cours de l'année passée, les mesures restrictives et les tactiques coercitives des autorités militaires thaïlandaises ont exacerbé les sentiments de peur liés à un retour imminent et forcé au Laos parmi la population du camp. Par désespoir, des réfugiés ont entrepris des grèves de la faim, ont tenté de se suicider et se sont même automutilés pour ne pas retourner au Laos.

En dépit de ses nombreuses demandes, l'UNHCR n'a toujours pas été autorisé à entrer dans le camp afin d'évaluer les conditions des réfugiés, étudier leurs demandes de protection et prendre part au processus d'examen des demandes. Le gouvernement laotien a fermement demandé qu'aucun tiers ne participe au processus de rapatriement. Ce point a constitué une des conditions préalables à toute négociation avec la Thaïlande sur la question des retours des Hmongs.

Ainsi le processus de rapatriement forcé peut se poursuivre sans aucun contrôle des conditions humanitaires ni respect des droits de l'homme, perspective qui a intensifié le niveau de crainte et d'anxiété parmi la population et a poussé des familles à s'échapper régulièrement du camp depuis août 2007.

Par ailleurs, au cours des six derniers mois, les gestes de bonne volonté de la part de l'armée thaïlandaise afin de permettre à MSF de poursuivre ses programmes d'assistance médicale et matérielle sans obstruction ont progressivement disparus. Les autorités militaires présentes dans le camp refusent de discuter avec MSF des problèmes liés à la situation dans le camp. À de nombreuses reprises, l'armée thaïlandaise a tenté d'associer MSF à ses stratégies destinées à forcer les Hmongs à retourner au Laos. Les militaires ont plusieurs fois demandé à MSF de ne pas distribuer l'aide alimentaire aux réfugiés afin de les punir. MSF a cependant toujours refusé, soutenant que l'aide humanitaire ne devrait pas être utilisée comme un instrument de coercition.

¹⁰ *La situation des réfugiés hmongs du Laos à Petchabun, la crainte d'un retour forcé – Mai 2008 - MSF*

À maintes reprises, l'armée a affirmé que c'était elle qui définissait les règles et demandé à MSF de les observer sans condition. Les règles imposées ne respectent pas les principes les plus fondamentaux de MSF, à savoir pas de pression sur le personnel de MSF et un libre accès aux structures de santé de MSF pour la population. Depuis ces six derniers mois, MSF a dû à de nombreuses reprises entreprendre des discussions avec l'armée afin d'essayer de préserver ces deux principes. Cependant, à chaque fois, MSF a été contrainte de faire des compromis :

- Régulièrement, l'armée questionne le personnel de MSF sur son travail et les salaires.
- Depuis mars 2009, les militaires obligent le personnel hmong laotien de MSF à passer par des postes de contrôle militaires pour aller au centre de consultation et au magasin de MSF.
- Début mars, l'armée a adressé un ultimatum à MSF où il était stipulé que MSF devait cesser de recruter et de se servir de personnel hmong laotien comme volontaire dès la fin du mois.

Concernant le libre accès pour la population, l'armée a essayé de contrôler nos portes à plusieurs reprises.

- À la fin de l'année dernière, l'armée a décidé que les patients ne seraient plus autorisés à accéder directement au centre de consultation de MSF une fois la nuit tombée. Ils devraient d'abord passer par un poste de contrôle militaire.
- Mi-février 2009, l'armée a tenté de poster en permanence un soldat à la porte du centre de consultation de MSF afin de contrôler les entrées et les sorties des patients.
- Début mars, l'armée a obligé MSF à cesser les distributions de nourriture à la population. Après trois jours d'interruption, nous avons finalement pu reprendre cette activité.
- Enfin, le 16 avril, l'armée a fermé à clé les portes du centre de consultation et du magasin de MSF (sans notification préalable). Les réfugiés n'avaient plus librement accès aux structures médicales et logistiques de MSF.

La crainte d'un retour risqué au Laos

Les abus qui auraient été perpétrés contre les réfugiés hmongs laotiens qui ont été renvoyés de force dans leur pays ont exacerbé le stress et l'anxiété parmi une population déjà traumatisée. En décembre 2005, 27 enfants hmongs laotiens (5 garçons et 22 filles) de Huai Nam Khao ont été arrêtés par la police thaïe et renvoyés de force au Laos. En mai 2007, douze des jeunes filles sont parvenues à revenir en Thaïlande pour rejoindre leurs parents dans le camp. Elles ont rapporté aux équipes de MSF avoir été battues, violées et victimes d'autres abus pendant leur détention au Laos. Dix jeunes filles et cinq garçons se trouvent encore au Laos. On ne sait rien de l'endroit où ils se trouvent ni rien de leur sort.

De tels incidents n'ont fait qu'accroître l'anxiété qui règne parmi la population vivant dans le camp. À la suite d'une évaluation psychologique menée dans le camp afin d'obtenir quelques informations sur la prévalence de troubles psychologiques chez les réfugiés hmongs, MSF a mis en place des consultations de soutien psychologique en novembre 2007 auprès des réfugiés les plus traumatisés.

Les adultes interrogés présentaient divers troubles psychologiques ainsi qu'une profonde détresse psychique : deuil pathologique dû au décès ou à la disparition de plusieurs membres de leur famille, troubles psycho-traumatiques dus à un vécu fortement traumatisant

(obligation de se cacher, de fuir dans des conditions dangereuses, de vivre sous la menace constante d'agressions et de violences sexuelles), troubles dépressifs liés à un avenir incertain et à l'incapacité de contrôler leurs conditions de vie actuelles.

Pendant les entretiens cliniques, les patients présentaient plusieurs symptômes liés au stress post-traumatique ainsi que des troubles dépressifs liés à l'anxiété. Leurs principaux symptômes sont une tristesse persistante, une humeur anxieuse, des crises de larmes fréquentes, des troubles du sommeil, des cauchemars récurrents d'événements traumatisants, un sentiment de désespoir, la difficulté de se concentrer et des affections somatiques telles que migraines et autres douleurs chroniques.

Conclusion

Pendant près de quatre ans, MSF a dispensé des soins médicaux aux réfugiés vivant à Petchabun, population complètement dépendante de l'aide extérieure. La principale demande formulée par la population des réfugiés Hmongs est la protection contre le rapatriement forcé au Laos. Les patients de MSF expliquent qu'ils craignent énormément un retour forcé au Laos. Pour beaucoup d'entre eux, cette situation produit un stress et des souffrances psychologiques intenses

MSF lance un ultime appel aux gouvernements thaïlandais et laotien pour qu'ils suspendent immédiatement toutes les expulsions des réfugiés hmongs laotiens vivant à Huai Nam Khao et permettent à une organisation tiers indépendante de surveiller et d'évaluer les craintes de la population, de s'assurer que des garanties quant à leur sécurité sont en place et que tout rapatriement au Laos est volontaire et sans danger. Le droit international stipule qu'un rapatriement ne peut pas être forcé ni imposé à des individus craignant pour leur sécurité et que tout rapatrié doit pouvoir bénéficier de garanties quant à sa sécurité. En ce qui concerne les réfugiés hmongs laotiens, aucune de ces conditions n'a été remplie par aucun des gouvernements thaïlandais ou laotien.

Par ailleurs, MSF demande également aux États membres de l'ASEAN (Association des États d'Asie du Sud-est), aux acteurs clés de la région et aux gouvernements français et américain de prendre des mesures concrètes pour protéger ces réfugiés et s'assurer que la Thaïlande et le Laos cessent de commettre des violences contre eux, de les persécuter et de les renvoyer au Laos au mépris du droit international en matière de protection des réfugiés.

Annexe I

Santé mentale des réfugiés hmongs

Dans le camp, le stress des réfugiés qui ont un lourd passé personnel ponctué d'événements traumatisants au Laos continue de s'intensifier face à l'incertitude persistante de leur avenir et au manque de perspectives économiques. Jusqu'à présent, 286 patients ont été vus en consultation psychologique. Les équipes de MSF vivant dans le camp rapportent qu'il y en a beaucoup plus qui souffrent de troubles psychiques mais qui ne sont pas encore référencés. Pratiquement tous les jours, de nouvelles têtes passent la porte de la salle de consultation et demandent à être reçues. 90 % d'entre eux racontent une vie marquée par la mort, la torture, de fuites, de faim dans les jungles montagneuses du Laos. Les patients présentent des documents détaillés contenant des photos de morts et de parents en uniformes militaires, des papiers montrant les liens de la famille avec la CIA et des cartes où figurent des cachettes et des routes permettant de fuir les attaques. Bien que de nombreux détails diffèrent, les éléments sont très cohérents.

Sur les 286 patients vus en consultation, nombreux sont ceux qui menacent de se suicider s'ils sont obligés de retourner au Laos. Leurs déclarations varient en intensité de « je préférerais mourir dans ce camp que de retourner au Laos » à « si je suis obligé de rentrer au Laos, je tuerai ma famille avec un couteau et je me pendrai » ou « j'obligerai le soldat à me tuer. » Un patient qui avait essayé de se tuer en avalant de la teinture pour bois expliquait qu'il était torturé par son passé de souffrance au Laos, humilié par sa situation actuelle d'être pauvre, incapable de subvenir à sa famille et sans espoir quant à l'avenir, convaincu que dans tous les cas il serait tué s'il était renvoyé dans son pays. « Au moins je peux choisir mon heure pour mourir et rejoindre mon père (il venait d'apprendre qu'il avait été tué au Laos récemment) ». Un autre patient exprimait ses pensées suicidaires et comment il envisageait de tuer sa famille s'il était obligé de rentrer : *« depuis mon enfance, ma vie n'a été que fuir la guerre, me cacher et souffrir de la faim dans la jungle et voir les membres de ma famille tués. Maintenant j'ai peur d'être renvoyé vers les mêmes souffrances et je dois demander protection. Je croyais que j'aurais trouvé une vie meilleure. »*

Tous les jours, ces réfugiés sont face à des soldats thaïlandais armés qui ont décidé de les renvoyer au Laos, y compris par la force. Selon le psychologue de MSF, pour les réfugiés traumatisés, être face à des armes et menacés d'une expulsion imminente leur rappellent constamment les violences et les persécutions qu'ils ont subies au Laos. Cette situation et l'absence d'une réelle protection sont à l'origine d'une forte anxiété, de troubles somatiques et de symptômes dépressifs chez les patients admis dans le programme de santé mentale de MSF. Cette absence de protection empêche également les patients de guérir de leurs blessures psychologiques.

Le fait d'être traumatisés les conduit à croire qu'ils sont destinés à vivre d'autres catastrophes. Selon le psychologue de MSF, des individus traumatisés qui se sentent impuissants et sans défense peuvent en venir au suicide. Ils voient cet acte comme la seule manière d'éviter que les traumatismes qu'ils ont subis dans le passé ne recommencent. Pour toutes ces raisons, MSF est très préoccupée par les patients qui évoquent le suicide lors de leurs séances de psychothérapie.

Annexe II

Vivre dans la crainte constante

Une peur omniprésente traque les réfugiés hmongs laotiens dans le camp de Huai Nam Khao à cause de la perspective d'un retour forcé au Laos. Dans les témoignages recueillis par les équipes de MSF, bon nombre de ces réfugiés racontent comment ils doivent lutter quotidiennement pour survivre aux attaques ciblées, comment ils ont été témoins du meurtre des membres de leur famille, violés et blessés par balles ou éclats d'obus, et combien ils ont souffert de la malnutrition et de la maladie. Ils ont enduré ces épreuves et un stress intense pendant de longues périodes avec peu ou pas d'accès à des services médicaux ou de soins quelconque à part quelques remèdes à base de plantes cueillies dans la jungle. Pendant ces entretiens, beaucoup de ces réfugiés répétaient sans cesse aux équipes de MSF qu'ils craignaient la mort, la torture et l'emprisonnement s'ils retournaient au Laos. Certaines des personnes interrogées ont exprimé être assaillies de pensées suicidaires quand on leur parlait d'être renvoyées au Laos, ce qui confirme encore le stress intense et écrasant ressenti par les réfugiés.

Se cacher dans la forêt

YH, 22 ans, vivait dans les forêts de la province de Xieng Khaouang au Laos. Elle s'est enfuie en Thaïlande en mai 2005 après une attaque contre sa famille où cinq de ses cousins et deux de ses soeurs ont été tués. Elle vit avec son mari et sa fille de trois ans à Huai Nam Khao.

« J'ai vécu toute ma vie dans la forêt au Laos. Nous étions continuellement poursuivis par les soldats laotiens et vietnamiens. Tous les membres de ma famille ont été tués par des soldats. Parfois les avions qui nous attaquaient larguaient des bombes qui dégageaient un gaz toxique de couleur jaune. Nous devions courir nous cacher dans les arbres. J'ai vu mourir beaucoup de monde. Parfois les soldats se tuaient entre eux accidentellement et quelques adultes allaient voir leurs corps et les uniformes qu'ils portaient. Au cours d'une attaque, l'une de mes plus jeunes sœurs a respiré du gaz toxique et en est morte. Ma mère a dû la porter et elle a fini par perdre toutes ses dents.

Mon mari a décidé que nous ne pouvions plus rester dans la forêt. Il pensait que nous devrions essayer de rejoindre la Thaïlande. Nous étions toujours poursuivis par les soldats laotiens et vietnamiens. Quand nous sommes enfin arrivés au Mékong mon mari a payé un pêcheur pour qu'il nous fasse traverser le fleuve. Ensuite nous avons donné encore un peu de notre argent à un chauffeur et mon mari lui a dit de nous conduire là où les Hmongs vivaient. Il nous a laissés à Huai Nam Khao. Tous ce que nous possédions quand nous sommes arrivés, c'était le couteau hmong de mon mari qu'il utilisait pour creuser et trouver des racines. Certains Thaï Hmongs du village nous ont laissé vivre avec eux. Ensuite nous avons été obligés de vivre avec les autres Hmongs laotiens le long de la route. Nous avons commencé à recevoir de la nourriture de MSF. Depuis que nous avons fui le Laos, notre vie s'est améliorée parce que nous avons eu de quoi manger et nous n'avons pas à nous cacher pour échapper à des attaques. Mais j'ai tellement peur que l'on soit renvoyé au Laos. Si j'y pense trop, je m'évanouis. Je ne veux pas être renvoyée au Laos pour y être tuée. Tout le monde sait que nous allons être renvoyés. »

Survivre à la détention et au viol

KL a vécu la plupart de sa vie dans la forêt de la province de Xieng Khouang au Laos. Son père s'était battu aux côtés d'autres Hmongs qui auraient été entraînés par la CIA du gouvernement américain. Elle et sa famille furent ensuite capturées par des soldats laotiens et envoyées dans un camp. Violée à maintes reprises par les soldats, elle a fini par s'enfuir en Thaïlande.

« En 2002, l'armée laotienne encerclait la zone où ma famille et moi nous étions installées dans la forêt. Les soldats m'ont arrêtée ainsi que mon mari. Nos quatre enfants ont aussi été emmenés au camp. Les soldats nous ont conduits jusqu'à un village où nous sommes restés pendant un mois environ. Ensuite, les militaires ont pris mon mari et un autre homme dans la jungle pour essayer de trouver d'autres groupes de Hmongs. Je n'ai jamais revu mon mari. Quelque cinq mois plus tard, les soldats m'ont demandé où était parti mon mari. Je leur ai répondu que je l'ignorais et ils m'ont battue. Deux jours par semaine, les soldats me conduisaient jusqu'au quartier du commandant local pour m'interroger. Ils me violaient. Quand les soldats se sont rendu compte que j'étais enceinte à cause des viols, ils m'ont mise en prison. Mes enfants sont restés dans le camp.

Je savais que si je restais en prison, j'allais être tuée. Je n'avais pas d'autre choix que de m'échapper de la prison et laisser mes enfants. Quand je me suis enfuie dans la jungle, je suis tombée sur le corps en décomposition de l'autre homme qui avait été emmené dans la forêt avec mon mari. Il avait eu la gorge tranchée. J'ai supposé qu'ils avaient fait la même chose à mon mari, mais je n'ai rien trouvé qui pouvait m'indiquer s'il était vivant ou mort. Je me suis enfuie à Vientiane. Certaines personnes m'ont dit que l'armée me recherchait. Je leur ai demandé ce que je devais faire et ils m'ont conseillée de traverser le Mékong en bateau et d'aller jusqu'à la province thaïlandaise de Petchabun où d'autres Hmongs vivaient. Une fois arrivée au fleuve, j'ai eu des contractions et j'ai accouché de ma fille. Je l'ai juste enveloppée dans un linge. Même si elle est née d'un viol, elle fait partie de mon sang et je l'aime vraiment. Les militaires continuent à nous menacer de nous renvoyer au Laos. Je ne veux pas retourner au Laos. La nuit, je n'arrive pas à dormir. J'ai tout le temps peur. Et tant que nous aurons à manger, nous resterons ici. Quand nous vivions dans la forêt nous n'avions pas grand-chose à manger. Je n'avais jamais mangé de riz avant de venir ici. Nous mangions l'intérieur des arbres. Tous les jours, je priais le ciel mais personne ne m'entendait. Maintenant que j'ai raconté mon histoire, j'espère que quelqu'un pourra m'aider. »

Fuir la violence

CY a 18 ans. Elle est originaire de la province de Bolikhamxai au Laos. Elle est arrivée dans le camp de réfugiés de Huai Nan Khao le 4 octobre 2006, accompagnée de son petit frère de trois ans.

« Les soldats laotiens nous attaquent régulièrement, au moins quatre ou cinq fois par an, surtout pendant la saison sèche. Les hélicoptères laotiens survolent la jungle pour repérer des groupes de Hmongs. S'ils n'y arrivent pas, ils larguent des troupes dans les environs et les soldats nous cherchent, en inspectant la zone pendant plusieurs jours. Pour nous trouver dans la jungle, les militaires guettent les indices de notre présence, notamment les marques faites par des machettes sur la végétation – nous essayons donc de laisser aussi peu de traces que possible. En cas d'attaque, nous nous séparons et normalement nous nous regroupons de

nouveau quelques jours plus tard, dans un endroit fixé d'avance. En général, les soldats tuent systématiquement les hommes et capturent les femmes. Pour nous défendre, certains membres de mon groupe étaient armés [une arme pour 3 ou 4 hommes], certains groupes possèdent quelques mitraillettes (M16) ; dans mon groupe nous n'avions que quelques vieux fusils mais il est très difficile de se procurer des munitions. Depuis mon enfance, plusieurs de mes cousins de mon groupe ont été tués. En 2002, l'un des mes frères aînés était en train de cueillir des fruits avec mes cousins et a été tué par des soldats. Un jour en 2004, vers 8 heures du matin, des soldats laotiens ont trouvé notre camp. Ce jour-là, ma mère et deux hommes de notre groupe ont été tués. Les soldats ont mis le feu à notre camp mais mon père, mes deux jeunes frères et moi avons réussi à nous enfuir.

Plus tard, nous avons retrouvé le reste du groupe ; nous utilisons une sorte de sifflet fabriqué avec des feuilles pour nous retrouver les uns les autres après nous être dispersés. En mars, les soldats nous ont attaqués à nouveau et mon père et moi avons dû nous séparer, chacun prenant avec lui l'un de mes plus jeunes frères. Nous avons convenu de nous retrouver à un certain endroit. J'ai attendu mon père pendant deux jours mais il n'est jamais venu. J'étais terrifiée, seule avec mon petit frère. Puis j'ai décidé de marcher et après un jour et une nuit de marche, je suis tombée sur un village de Hmongs à la lisière de la jungle. Le chef du village m'a présenté à quelques cousins [chez les Hmongs, le même nom de famille signifie que vous faites partie du même clan, c'est-à-dire que vous êtes cousins ; deux personnes qui portent le même nom de famille ne peuvent pas se marier].

Je suis restée là pendant 8 mois et j'ai travaillé jusqu'au jour où le chef du village m'a demandé de partir car il pensait que c'était trop dangereux pour lui et pour le village si les autorités laotiennes me découvraient ici. Il m'a expliqué qu'il y avait un camp de Hmongs laotiens en Thaïlande, où je serais en sécurité. »

Les dangers d'être renvoyés

En décembre 2005, 27 enfants hmongs laotiens (5 garçons et 22 filles) de Huai Nam Khao furent arrêtés par la police thaïe alors qu'ils s'apprêtaient à fêter Noël et ils furent renvoyés de force au Laos. Depuis lors, en mai 2007, 12 des jeunes filles ont réussi à revenir en Thaïlande et à rejoindre leurs parents dans le camp. Leurs témoignages recueillis directement par les équipes de MSF attestent de la cruauté du traitement enduré par les enfants pendant leur détention au Laos. PHY est l'une des jeunes filles qui est revenue à Huai Nam Khao. Sa déclaration a été prise en présence de deux autres jeunes filles, PKY, 16 ans et MY, 16 ans, qui faisaient également partie du groupe envoyé au Laos. Pendant l'entretien, elles ajoutaient de temps à autre des détails et des informations concernant leur propre expérience. En fin de compte, les trois jeunes filles ont enduré la même situation. PHY décrit leur expérience après avoir été déportée au Laos.

« Six policiers sont arrivés et ont commencé à nous poser des questions, en nous battant en même temps. Ils ont interrogé chaque fille en privé (une fille après l'autre dans des pièces différentes). Ils ont demandé : « d'où venez-vous et que faites-vous ? »

Nous avons répondu que nous étions de Huai Nam Khao en Thaïlande et que nous disions la vérité mais la police ne voulait pas nous croire et ils nous ont battues encore plus. Ils nous ont demandé quelle était notre religion et nous leur avons dit que nous croyions en Jésus. Ils nous ont demandé qui était le prêtre à Huai Nam Khao et s'il était américain. Ils nous ont demandé

si nous avions été envoyées par les Américains ou par les Thaïs pour parler de Jésus à d'autres Hmongs. La police a également essayé de nous faire dire que nous étions payées par la Thaïlande ou par les Américains pour nous rendre dans la province de Xieng Khouang pour y trouver d'autres Hmongs. Ils nous ont aussi demandé qui était le chef de notre groupe mais nous leur avons répondu que nous n'avons aucun chef. Ils nous ont accusées d'essayer de rencontrer les Hmongs qui vivent dans la jungle pour commencer une guerre dans ce pays. Ils nous ont accusées d'être des espionnes, entre autres.

Plus nous disions non, plus ils nous battaient. Ils nous donnaient des coups dans l'estomac, nous attrapaient par les cheveux et nous frappaient la tête contre le sol. Ils ont déchiré nos vêtements et touchaient nos parties intimes, disant qu'ils voulaient s'assurer que nous ne cachions rien. L'un des policiers a tenu mes jambes pendant que d'autres me violaient et me frappaient. Ils ont fait cela pendant une journée entière, l'un après l'autre. Il y avait six pièces dans la prison. Chaque jour, nous recevions le même traitement. Ils nous battaient jusqu'à ce que nous perdions pratiquement connaissance, nous laissaient récupérer, parfois pendant une journée, et recommençaient. Ils nous terrorisaient aussi avec un revolver. Les policiers nous ont dit que les garçons avaient déjà avoué et que ce serait une bonne chose pour nous de dire la vérité.

Ils nous ont fait écouter un enregistrement. Vous pouviez entendre chaque garçon qui était frappé, pleurer et répondre, « Oui, oui, » aux questions de la police. Ils demandaient : « Alliez-vous à Xieng Kouang ? Alliez-vous au marché pour prendre l'argent que les Américains vous donnaient pour financer la guerre dans la jungle ? Êtes-vous de Xieng Kouang ? » Le garçon pleurait en disant : « Oui, oui, oui. »

Annexe III

L'assistance de Médecins Sans Frontières aux réfugiés hmongs de Huai Nam Khao

Depuis novembre 2005, MSF est la seule organisation humanitaire internationale à fournir une assistance médicale et matérielle à la population hmong du camp de Huai Nam Khao. Outre les soins médicaux, MSF gère également l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement, distribue des produits de première nécessité (couvertures, bâches en plastique, ustensiles de cuisine, charbon de bois et savon), gère un programme d'immunisation et propose des soins gynéco-obstétriques (soins prénatals, planning familial et accouchements).

Mi-2006, pour éviter la détérioration de la situation nutritionnelle, MSF a effectué une distribution alimentaire ciblée pour les enfants de moins de cinq ans et pour les femmes enceintes et allaitantes. Ce programme a ensuite été étendu et des rations complètes ont été distribuées à l'ensemble du camp, qui a compté jusqu'à 1 451 familles. Les patients nécessitant des soins d'urgence ou des examens spécialisés sont dirigés vers les structures de santé locales. Grâce à cet ensemble étendu de services et de programmes, la santé des réfugiés a été préservée et les épidémies ont pu être évitées.

En juin 2007, le gouvernement thaïlandais a transféré les réfugiés vers un nouveau site, à trois kilomètres au nord du village. Situé sur une colline, le camp, qui fait approximativement 20 hectares, est entouré de barbelés et a un seul point d'accès contrôlé par les militaires. MSF a été autorisée à mettre en place un centre de consultation et un magasin afin de continuer à apporter une assistance aux réfugiés et mettre en œuvre un système pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement du nouveau site. Les conditions de vie dans le camp se sont nettement améliorées. Il y a plus d'espace, un meilleur accès à l'eau potable, un meilleur assainissement et des abris plus adaptés. Les services de santé ont également été améliorés, notamment grâce aux services obstétriques que MSF proposent nuit et jour.

L'équipe médicale de MSF donne en moyenne 120 consultations, dont quelque 10 consultations prénatales par jour. L'équipe responsable des soins obstétriques met en moyenne 25 enfants au monde par mois. Les principales pathologies soignées sont des infections respiratoires (30 %), des diarrhées (17 %), des infections cutanées et oculaires (10 %) et des problèmes dentaires (7 %). Depuis que MSF a commencé à traiter la tuberculose (mi-2006), 28 patients ont été pris en charge et ont guéris. Un patient est décédé à la suite de complications. MSF réfère en moyenne 115 patients par mois aux hôpitaux du district ou de la province pour des consultations ou des hospitalisations.

MSF maintient le Programme élargi de vaccination (PEV) dans le camp de Huai Nam Khao. MSF réalise une seule distribution de nourriture par mois dont le volume est calculé sur la base d'une ration journalière de 2 200 calories par personne. Cette ration est composée de riz, de soja, de poisson séché, de sel, de sucre, d'huile et de piment rouge. Depuis que MSF a débuté la distribution de nourriture mensuelle, la malnutrition a reculé de manière significative. Depuis mars 2009, il n'y a plus de cas de malnutrition dans le camp.

MSF fournit également une aide matérielle telle que du charbon de bois, du savon, des bâches en plastique, des couvertures, et des ustensiles de cuisine. En outre, l'équipe logistique de

MSF se charge des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement (latrines, drainage, évacuation des ordures ménagères et lutte anti-vectorielle). Le coût de ce programme d'assistance pour 2008 s'élève à 1 900 000 euros.